

DÉCLARATION FO

Intervention de JB Levy

4 Février 2022

Monsieur le Président Directeur Général,

Le gouvernement, pour des raisons purement politiciennes et électoralistes, a pris la décision de relever le plafond de l'ARENH.

Cette décision est purement et simplement un scandale d'état, c'est une attaque lourde de sens et les personnels le 26 janvier ont riposté de manière exemplaire.

Le Gouvernement n'assume pas la casse du service public, ne reconnaît pas l'échec de la dérégulation du marché de l'énergie et notamment ses conséquences pour les Français avec 60 % d'augmentation de leurs factures d'énergie en 15 ans.

FO condamne fermement cette décision mortifère pour le Groupe EDF et avec l'interfédérale va combattre sur le champ juridique la décision du gouvernement.

Vous avez indiqué que vous aviez perçu cette décision comme un choc, et que cette mesure s'imposait à vous, nous aurions espéré une condamnation plus ferme de cette décision pour défendre le Groupe et les personnels dont vous avez la charge.

Dans un même temps, vous avez précisé présenter d'ici un mois des mesures pour renforcer le bilan du Groupe et « protéger ses intérêts ».

FO souhaite connaître l'avancée de vos réflexions et nous vous indiquons clairement qu'il serait inacceptable que ce soit le personnel qui paye la note !

Depuis de nombreuses années, les plans d'économie se succèdent, au menu : suppression d'emplois, fermetures de sites, austérité salariale et attaques sur notre Statut et notre régime de retraite, cela suffit ! Le personnel ne peut pas être la variable d'ajustement pour pallier l'impact économique des décisions catastrophiques du gouvernement ou de l'entreprise.

Ce n'est pas le personnel qui est responsable de l'endettement de l'entreprise, mais bien les gouvernements et différents PDG de ces dernières années.

Il est donc hors de questions pour FO Énergie et Mines que ce soient les salariés qui subissent une nouvelle fois les conséquences de ces décisions !

Dans ses récentes interviews, le ministre de l'Économie déclare « c'est lorsqu'il y a une crise énergétique aussi grave qu'EDF, comme un grand service public, protège les Français et ne se met pas de l'argent dans les poches en imposant 35 % d'augmentation de la facture à nos compatriotes... »

S'agit-il d'un changement profond de gouvernance de l'entreprise qui s'annonce ? Allez-vous renoncer à distribuer des dividendes ?

Les récentes décisions gouvernementales ont compromis les capacités d'investissements d'EDF dans la transition énergétique et le renouvellement du parc, compte tenu de ce contexte **continuez-vous à prôner une restructuration du Groupe EDF et après Hercule, doit-on s'attendre à l'arrivée du projet Ulysse comme le relaie la presse ?**

FO vous réaffirme que nous refuserons tout projet visant à démanteler davantage le Groupe.

Comme beaucoup de spécialistes du secteur de l'énergie, FO fait le constat que l'ouverture à la concurrence du marché de l'électricité est un échec total et que la solution pour préserver l'intérêt général, et celui de la France et des citoyens consiste à sortir l'électricité des marchés et à renationaliser le Groupe EDF en EPIC.

Pour finir, compte tenu que la Mobilisation des personnels du 26 janvier consistait à défendre le Groupe EDF en luttant contre des systèmes tels que l'ARENH que vous qualifiez vous-même de « poison », **FO vous demande le paiement des heures de grève de tous les salariés mobilisés dans le cadre de ce mouvement.**

Au regard des pertes financières à venir, ce geste fort montrerait le soutien et l'implication des dirigeants et renforcerait la cohésion et l'engagement de tous pour sauver l'entreprise !